



Confédération paysanne creusoise

*Syndicat pour une agriculture paysanne et la défense
de ses travailleuses et de ses travailleurs*

Le 16/12/2025

Communiqué de presse

DNC : Face à l'obscurantisme de l'État nous décidons de jeûner

La crise de la DNC passe de nouveaux caps.

L'irruption du 110ème cas dans les Hautes-Pyrénées, du 111ème en Haute-Garonne et du 112ème en Aude, est l'illustration de **l'échec de la stratégie de lutte par l'abattage total**.

La machine agro-industrielle s'emballle et **l'État joue la carte de la violence** : violence vis-à-vis des troupeaux et de leurs éleveurs prétendant éliminer la maladie et maîtriser la situation, violence vis-à-vis des éleveurs et éleveuses et leurs soutiens qui refusent les abattages totaux, malgré la **proposition de protocoles alternatifs réfléchis par les paysan·nes** tous syndicats confondus.

Dès les premiers cas en juin 2025, la Confédération paysanne a dit son opposition à cette stratégie de l'État basée sur l'abattage total.

Nous revendiquons :

- un **arrêt de l'abattage total** du cheptel dès qu'il y a un cas
- un **suivi scrupuleux des cheptels** atteints avec un abattage uniquement des animaux impactés
- un **déclassement de cette maladie** à éradication obligatoire et immédiate au niveau européen
- la mise en place d'un **protocole de vaccination** sur l'ensemble du territoire pour anticiper la propagation de la DNC
- un **véritable droit au revenu pour l'ensemble des paysannes et paysans** : sortons du dogme du libre échange qui empêche la relocalisation de notre agriculture et impose ces politiques sanitaires. Il est primordial d'assurer une

rémunération par des **prix minimums garantis** et de mettre des **outils de régulation du marché** permettant d'arrêter la mise en compétition des paysan.nes du monde entier. **Stoppons net l'accord UE-Mercosur !**

En tant qu'éleveurs et paysan.nes nourrissant la population, et en parallèle des actions de blocage de nos camarades, nous faisons le choix de faire un jeûne de protestation pour :

- refuser l'idée laissant croire qu'être éleveur·euse signifie être déconnecté d'une relation à nos animaux, qui ne seraient que des "machines économiques à lait ou à viande". Depuis toujours, nous revendiquons des **revenus dignes et basés sur une relation respectueuse avec nos animaux** et notre environnement.
- dire notre total **solidarité avec les éleveurs et éleveuses dont les troupeaux sont victimes de la DNC et de la gestion arbitraire, violente et culpabilisante de l'État** face à cette maladie
- faire reconnaître nos revendications, notre action venant en complémentarité avec celles de nos collègues qui s'opposent par des blocages et autres actions de terrain.

Face à l'obscurantisme de l'État encouragé par les dirigeants de la FNSEA, nous mènerons ce jeûne de protestation jusqu'à ce que le gouvernement cesse d'ignorer la détresse des éleveur·euses et que nous soyons entendu·es.

Il s'agit de nos vies, de nos espoirs, ce n'est en aucun cas négociable.

Un collectif d'agriculteur·ices de plusieurs Confédérations paysannes départementales

Contact : cplimousin@gmail.com ou par SMS 07 82 95 22 42